

Le service de la dette tant intérieure qu'extérieure s'est amélioré, mais demeure un problème économique et politique critique qui retentit sur certaines banques canadiennes. Des missions commerciales et des séminaires ont étayé la promotion des exportations canadiennes de produits agricoles, de bétail, de matériel de télécommunications et de machines pour l'exploitation minière. Les échanges commerciaux bilatéraux, qui ont atteint 1,8 milliard de dollars, étaient les plus importants du Canada avec un pays d'Amérique latine.

Organisation des États américains

L'Organisation des États américains (OEA) s'est trouvée devant deux grandes difficultés au cours de l'année. D'abord, l'ensemble des États membres étaient mécontents de l'impuissance de l'organisation à résoudre un grand nombre des problèmes clés de la région. Deuxièmement, l'organisation était dans une situation financière précaire, principalement à cause du montant élevé des cotisations impayées. En novembre, l'Assemblée générale de l'OEA a décidé de réexaminer le mandat de l'organisation et de réduire ses effectifs afin d'éviter la faillite.

Le Canada a conservé son statut d'observateur permanent à l'OEA ainsi que celui de membre de plein droit dans trois de ses organisations spécialisées, soit : l'Organisation panaméricaine de la santé (OPAS), l'Institut interaméricain de coopération agricole (IICA) et l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire (IPAGH).

L'ACDI a lancé des programmes d'assistance d'une valeur de plus de 10 millions de dollars en collaboration avec l'OEA, l'OPAS et l'IICA.

Amérique centrale

À la fin de l'année à l'étude, les cinq présidents centraméricains avaient réussi à préserver l'esprit qui animait les accords d'Esquipulas de 1987. L'offre du Canada, qui avait proposé son appui et son aide pour l'implantation d'un mécanisme pratique de vérification, a retenu l'attention à la fin de mars lorsque les cinq pays d'Amérique centrale ont demandé officiellement au Secrétaire général des Nations Unies d'inviter le Canada, l'Espagne et la République fédérale d'Allemagne à faire partie d'un groupe d'observateurs des Nations Unies. Des officiels canadiens ont consulté régulièrement l'ONU et d'autres parties intéressées afin d'assurer le succès du processus de paix. Le Canada s'est réjoui de ce que, le 24 mars 1989, le gouvernement et le Congrès des États-Unis s'engagent publiquement à appuyer le processus de pacification de l'Amérique centrale.

À la demande du gouvernement salvadorien, le Canada a envoyé un observateur officiel au Salvador pour y surveiller les élections présidentielles du 19 mars. Celui-ci a constaté que, même en pleine guerre civile, les Salvadoriens avaient exercé leur droit de vote en grand nombre. Il semble que le résultat des élections reflète fidèlement la volonté de la majorité des personnes qui ont voté.

Les conflits armés dans la région continuent de préoccuper le Canada, notamment à cause des nombreuses victimes qu'ils font dans la population et de leurs effets dévastateurs sur l'économie des pays de la région. En conséquence directe de ces hostilités, 3 484 réfugiés d'Amérique centrale se sont installés en permanence au Canada en 1988, fuyant la guerre ou la persécution. D'autre part, le flux de migrants clandestins et de visiteurs non munis des documents requis a augmenté au cours de l'année; c'est pourquoi, le Canada a obligé les visiteurs du Panama et du Nicaragua à obtenir un

visa. Le Canada a continué de fournir une aide économique à tous les gouvernements centraméricains, laquelle est acheminée en grande partie par les ONG canadiennes et locales.

En 1988, les exportations canadiennes vers l'Amérique centrale ont augmenté de plus de 18 %, atteignant 145 millions de dollars. Des sociétés canadiennes ont participé au Panama à une grande foire internationale qui a attiré d'éventuels acheteurs et investisseurs de toute la région centraméricaine.

Antilles

Étant donné ses liens spéciaux avec les Antilles du Commonwealth, le Canada a montré la voie à suivre pour soulager ces pays du lourd fardeau économique et financier de leur endettement. Vu que la Jamaïque a été durement touchée par l'ouragan Gilbert à la mi-septembre, le Canada lui a consenti unilatéralement un moratoire de deux ans sur le remboursement de tous ses prêts d'aide publique au développement. Cette mesure s'ajoutait aux secours d'urgence, publics et privés, de plus de 10 millions de dollars que le Canada a envoyés à la Jamaïque suite au passage de cet ouragan. Le Canada a aussi joué un rôle de premier plan au sein du groupe d'appui du Fonds monétaire international, chargé d'élaborer un ensemble de mesures d'aide financière qui permettront à la Guyane de continuer à respecter ses engagements envers les institutions financières internationales.

Le Comité économique mixte Canada-CARICOM a tenu sa cinquième réunion à Port-of-Spain du 6 au 9 mars; le Canada a alors été en mesure de renforcer son engagement envers la région par ses échanges commerciaux, son aide publique au développement, sa coopération industrielle et d'autres mécanismes.

Pour stimuler les échanges commerciaux et la coopération industrielle, le Canada a notamment organisé et tenu des foires en Jamaïque, aux Bahamas et en République Dominicaine.

Le CARIBCAN, un programme du gouvernement canadien approuvé en 1986, est un autre instrument important destiné à favoriser le développement commercial et industriel. Dans le cadre de ce programme, le Canada admet en franchise une vaste gamme de marchandises importées des Antilles du Commonwealth; des mesures sont aussi prévues pour accroître la capacité d'exportation des pays bénéficiaires, les renseigner sur le marché canadien et leur donner les moyens d'élaborer des stratégies commerciales. En vigueur depuis deux ans, le CARIBCAN fait présentement l'objet d'un examen.

Le Programme des travailleurs agricoles saisonniers des Antilles du Commonwealth a pris encore plus d'ampleur en 1988 : 3 900 travailleurs y ont participé. De plus, au cours de l'année, le Canada a obligé les visiteurs de Trinité-et-Tobago à se munir d'un visa suite à l'accroissement considérable du nombre de visiteurs de ce pays qui sont arrivés au Canada sans les documents requis.

Plusieurs hauts dignitaires ont fait des visites officielles au cours de l'année. Le Canada a notamment accueilli les premiers ministres de Saint-Vincent et de la Jamaïque ainsi que le vice-président de la République Dominicaine. Des bateaux canadiens ont pris part aux fêtes marquant le 10^e anniversaire de l'accession à l'indépendance de Sainte-Lucie et ont fait escale dans diverses autres îles de l'archipel.